

# E-BULLETIN DE L'UIP

N°6 - 29 juin 2012

**Des parlementaires israéliens et palestiniens prendront part à la prochaine réunion du Comité Moyen-Orient de l'UIP** - Des membres de la Knesset et du Conseil législatif palestinien (CLP) se rencontreront à Genève la semaine prochaine sous les auspices du Comité de l'UIP sur les questions relatives au Moyen-Orient. Cette réunion (les 2 et 3 juillet) se tiendra alors que, selon diverses sources, une rencontre pourrait avoir lieu à Ramallah dans les jours prochains entre le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas et le Vice-Premier ministre israélien Shaul Mofaz. Elle porterait sur la relance des négociations de paix, au point mort depuis quatre ans. Les points à traiter durant la réunion du Comité Moyen-Orient de l'UIP seront arrêtés durant la première journée de travaux.

La dernière fois que le Comité s'est réuni, en janvier dernier, ses débats ont porté notamment sur les colonies, la détention de plus de 20 pour cent des membres du CLP dans des prisons israéliennes et les questions de sécurité. Les législateurs palestiniens présents en janvier se sont dits préoccupés par la construction ininterrompue de colonies; par le contrôle qu'exerce Israël sur tous les aspects de la vie quotidienne comme la circulation des personnes et des biens, les impôts et les transferts d'argent; par le statut de Jérusalem, par les questions économiques et les problèmes d'eau, et par la détention de membres du CLP. Pour sa part, la délégation israélienne a rappelé qu'Israël était préoccupé principalement par sa sécurité et par le refus de l'Autorité palestinienne de s'engager dans des négociations.

Le Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient, institué en 1987, a pour mission d'accompagner le processus de paix au Moyen-Orient et de promouvoir le dialogue entre délégations arabes et israéliennes aux Assemblées de l'UIP.

*Pour consulter la liste des membres du Comité, prière de se reporter à :*  
<http://www.ipu.org/strct-f/comtees.htm#meast>

**Le Comité de la CEDAW célèbre son 30<sup>ème</sup> anniversaire au moment où la participation des femmes à la vie politique franchit un cap important** – Le Comité chargé de veiller à l'application de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (la CEDAW) doit célébrer son 30<sup>ème</sup> anniversaire à la faveur d'une réunion qui se tiendra à New York le 9 juillet, au moment même où un cap important est franchi en matière de participation des femmes à la vie politique. En effet, selon les chiffres de l'UIP, 32 pays comptent désormais plus de 30 % de femmes à la chambre basse de leur parlement, dont neuf pays où le chiffre de 40 % est atteint ou dépassé. Une fois franchi le seuil critique de 30 %, les femmes peuvent peser davantage sur l'agenda politique dans leur pays.

Tout en saluant ce succès, lié en grande partie à des dispositifs spéciaux comme les quotas, le Comité entend réfléchir à ce qui reste à faire pour accélérer le rythme des avancées vers la parité. Cette réunion du 30<sup>ème</sup> anniversaire à laquelle participera Rebecca Kadaga, membre du Comité exécutif de l'UIP et Présidente du Parlement ougandais, en tant

qu'experte sur la participation et le leadership politiques des femmes, devra en outre fixer des orientations pour les travaux futurs du Comité sur l'application des dispositifs temporaires spéciaux.

L'UIP soutient depuis longtemps l'action du Comité de la CEDAW, notamment son travail de sensibilisation des parlementaires et des parlements à la Convention, et à son application. L'Organisation fait rapport à chaque session du Comité sur la participation des femmes à la vie politique dans divers pays, sur les activités que mène l'UIP elle-même pour contribuer à l'élimination de la discrimination envers les femmes, et sur la participation des parlements nationaux à l'établissement des rapports présentés au Comité sur les progrès accomplis dans l'application de la Convention. Le rôle important que jouent les parlements et l'UIP dans ce dossier a été salué par le Comité ces dernières années (<http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/statements/Parliamentarians.pdf>).

*Pour consulter la liste complète des classements UIP, prière de se reporter à : <http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm>.*

**Le Chili adopte une première série de mesures pour rendre son parlement plus attentif aux questions de genre** - L'UIP et le Parlement chilien procéderont, le 10 juillet, à une évaluation conjointe pour déterminer si le Parlement est en mesure d'intégrer l'égalité entre hommes et femmes à ses structures et à son mode fonctionnement, et pour recenser les mesures à prendre pour y concourir. Cette évaluation fait suite à une demande formulée par des femmes parlementaires chiliennes qui veulent savoir comment intégrer les questions de parité au travail de leur parlement, notamment à travers de nouvelles lois. Avec seulement 17 femmes sur 120 députés à la Chambre et cinq sénatrices pour 38 sièges au Sénat, le Chili occupe aujourd'hui le 89<sup>ème</sup> rang dans le classement mondial établi par l'UIP sur la participation des femmes à la vie politique.

Cette évaluation conjointe, financée en partie par Irish Aid, sera effectuée par des femmes parlementaires chiliennes des deux chambres du Parlement ainsi que des représentants des commissions parlementaires, et des experts de l'UIP. Elle sera suivie d'un séminaire régional de deux jours à Valparaiso, organisé par l'UIP et la Chambre des députés dans le prolongement du lancement la publication de l'UIP intitulée *Parlements sensibles au genre - Etude mondiale des bonnes pratiques* (<http://www.ipu.org/pdf/publications/gsp11-f.pdf>). Des parlementaires argentins, boliviens, costariciens, mexicains et péruviens, qui ont pris part aux études de cas nationales reprises dans cette publication, se réuniront avec leurs homologues chiliens pour comparer leurs expériences respectives et les enseignements tirés de l'adaptation des structures et des méthodes de travail parlementaires aux attentes des femmes comme des hommes.